

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Marché à procédure adaptée

HMN24A07SRV du 25/10/2024

Prestations de maintenance préventive et/ou curative des véhicules
des Hôpitaux Universitaires Henri Mondor, sites Henri Mondor, Albert
Chenevier et Emile Roux.

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ	3
ARTICLE 2. DOCUMENTS CONTRACTUELS	3
ARTICLE 3. DETERMINATION DES PRIX.....	4
ARTICLE 4. EXECUTION DU MARCHÉ	5
ARTICLE 5 : OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE	6
ARTICLE 6. FACTURATION, PAIEMENT, AVANCES	7
ARTICLE 7. ASSURANCES	8
ARTICLE 8. NANTISSEMENT.....	8
ARTICLE 9. RETENUE DE GARANTIE.....	8
ARTICLE 10. CONTRÔLE - SUIVI DU MARCHÉ	8
ARTICLE 11. PÉNALITÉS - RÉILIATION	9
ARTICLE 12. TRANSFERT D'ACTIVITE	11
ARTICLE 13. LITIGES.....	11

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ

1. Objet

Le présent marché a pour objet « Prestation de maintenance préventive et curative des véhicules des Hôpitaux Universitaires Henri Mondor, sites Henri Mondor, Albert Chenevier et Emile Roux ».

Les Hôpitaux Universitaires Henri Mondor font partie de l'Assistance Publique des Hôpitaux de Paris.

Hôpital Henri Mondor : 1, rue Gustave Eiffel, 94 000 CRÉTEIL

Hôpital Albert Chenevier : 40, rue de Mesly, 94 000 CRÉTEIL

Hôpital Emile Roux : 1, avenue de Verdun, 94 450 LIMEIL BREVANNES

2. Forme

Le présent marché est un marché à bons de commande passé selon la procédure adaptée en application des articles L2123-1 et des articles R2123-1 et 2162-13 du Code de la commande publique.

L'acheteur se réserve la possibilité de recours ultérieur à la procédure négociée pour la réalisation de prestations similaires au sens de l'article L.2111-7 du Code de la commande publique.

3. Durée

Le marché prend effet à compter de sa notification pour une durée d'un an, renouvelable tacitement une fois, sans pouvoir excéder deux ans.

Les Hôpitaux Universitaires Henri Mondor se réservent la possibilité de résilier le marché à compter de la date de notification moyennant un préavis d'un mois par lettre recommandée avec avis de réception.

4. Définition de la prestation

Le détail des prestations, objet du marché, est précisé dans l'article 13 du présent Cahier des Clauses Techniques Particulières.

Les Hôpitaux Universitaires Henri Mondor s'engagent sans montant minimum pour toute la durée du marché.

Le titulaire s'engage sur un montant maximum de 100 000 € HT pour toute la durée du marché.

ARTICLE 2. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le présent marché est régi par les documents mentionnés ci-après qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre suivant :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières ;
- Le CCP n°HMN24A07SRV
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et de Services, en vigueur à la date de publication de l'avis de mise en concurrence ;
- Les bons de commande ;
- Le cadre de réponse technique ;
- Tout document déposé avec l'offre.

ARTICLE 3. DETERMINATION DES PRIX

Le titulaire certifie que les prix et tarifs de référence stipulés à l'acte d'engagement n'excèdent pas ceux du tarif pratiqué pour l'ensemble de sa clientèle et que ce tarif a été établi conformément à la réglementation des prix en vigueur, ainsi qu'aux accords que le titulaire a pu passer avec l'autorité compétente ; il s'engage à fournir à la personne responsable du marché toutes justifications permettant de vérifier cette conformité.

1. Régime des prix

Le marché est traité à prix unitaires.

Ces prix seront appliqués aux quantités réellement exécutées.

2. Contenu des prix

Les prix s'entendent :

- A l'unité d'emploi ;
- En euros, avec deux décimales si possible ;
- Hors taxes sans qu'il y ait de minimum de commande ou de participation aux frais de traitement ;
- Complets, comprenant toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation.

3. Régime des prix

Les prix réputés pratiqués à la date de début du marché sont fermes la première année.

Ils seront toutefois révisables à chaque date anniversaire du marché.

La révision est réglée par les dispositions suivantes :

La révision peut intervenir :

- à la demande des Hôpitaux Universitaires Henri Mondor : la demande sera formulée par lettre recommandée avec accusé de réception, 60 jours avant l'application des nouveaux prix telle que décrite supra
- à la demande du titulaire : la demande sera formulée par lettre recommandée avec accusé de réception 60 jours avant l'application des nouveaux prix, à destination de la Direction des Achats.

En cas de désaccord, la partie concernée doit le formuler, par courrier en recommandé ou par télécopie, 30 jours avant la date d'effet de la révision des prix, accompagné des éléments justificatifs.

Sans opposition, les nouveaux prix seront appliqués.

La révision est réglée par les dispositions suivantes :

a) Indice utilisé :

Indice industries mécaniques et électroniques publié sur www.insee.fr – site « Indices et séries statistiques » de l'INSEE, identifiant n°001565182.

b) Formule utilisée :

$$P_1 = P_0 \left[\frac{I_1}{I_0} \right]$$

P_1 : prix de règlement après la révision ;
 P_0 : prix de l'offre figurant sur l'acte d'engagement ;
 I_1 : dernier indice publié deux mois avant la date d'effet de la révision ;
 I_0 : indice du mois de début de marché.

Clause de sauvegarde :

L'augmentation annuelle des prix ne peut être supérieure à 2%.
En cas d'augmentation supérieure à 2%, le marché peut être résilié sans indemnité.

ARTICLE 4. EXECUTION DU MARCHÉ

1. Emission des bons de commande

Le marché est exécuté par émission de bons de commande.

Les bons de commande sont établis par les Hôpitaux Universitaires Henri Mondor et émis aux titulaires par courrier ou télécopie.

Les bons de commande indiquent :

- Numéro (référence à 10 chiffres commençant par 45) et date du bon de commande (à rappeler sur le bon de livraison et sur la facture) ;
- Objet détaillé de la commande ;
- Référence du marché ;
- Nom et adresse du titulaire ;
- Adresse de livraison ;
- Adresse de facturation ;
- Date et heure de livraison ;
- Désignation des prestations ;
- Délai d'exécution ;
- Montant total HT et TTC ;
- Taux et montant de la TVA.

Les commandes seront échelonnées et émises au fur et à mesure des besoins.

Le ou les titulaires ont la faculté de faire agréer un ou plusieurs sous-traitants par la Direction des Achats, des Services Économiques et de la Logistique des Hôpitaux Universitaires Henri Mondor pour pallier ses défaillances éventuelles.

2. Durée de validité des bons de commande

Les émissions de bons de commande pourront intervenir dès le premier jour d'exécution du marché afin de permettre une prestation à la date de début de marché.

Les bons de commande émis dans le délai de validité du marché pourront être honorés postérieurement au terme de la validité du marché, et ce, pour une durée de deux mois maximum après le terme du marché.

Si la société titulaire du marché est située dans un autre Etat membre de la communauté européenne, tout bon de commande adressé au titulaire du marché par les Hôpitaux Universitaires Henri Mondor sera établi pour un montant hors taxe. Le bon de commande devra faire figurer le numéro individuel d'identification pour les opérations intra-communautaires de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris : FR95267500452.

ARTICLE 5 : OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE

1. Dispositions générales

Les travaux seront exécutés sous l'entière responsabilité du titulaire qui devra se conformer strictement :

- aux prescriptions des Cahiers des Clauses Administratives et Techniques Particulières pour l'exécution des prestations,
- aux textes réglementaires parus ou à paraître relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions du travail dans l'entreprise et notamment ceux qui ont trait à la prévention, l'hygiène et à la sécurité du personnel,
- à la loi n°86.1025 du 9 septembre 1986 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France modifiée par la loi n°98-439 relative à l'entrée et au séjour des étrangers en France et au droit d'asile ; la loi n° 2003-1119 du 26 novembre 2003 relative à la maîtrise de l'immigration, au séjour des étrangers en France et à la nationalité,
- à la loi n° 91-1383 du 31 décembre 1991 renforçant la lutte contre le travail clandestin et l'immigration clandestine (JO du 1^{er} janvier 1992) ; au décret n° 92-508 du 11 juin 1992 relatif au travail clandestin et modifiant le code du travail (JO du 12 juin 1992) ; au décret 97-638 du 37 mars 1997 du 11 mars 1997 pris pour l'application de la loi n°97-210 du 11 mars 1997 relative au renforcement de la lutte contre le travail illégal,
- à la loi n°2003-239 du 18 mai 2003 pour la sécurité intérieure
- à ce que la proportion des travailleurs d'aptitudes restreintes et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie employés à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché soient conformes à la réglementation en vigueur.
- Le titulaire doit faire bénéficier tout son personnel de toutes les lois sociales en vigueur ou à intervenir pendant la durée du marché.
- Aux normes et règlements en cours et à venir.

Et notamment les articles du Code du travail :

- L8241-1 à L8243-2 relatifs au « prêt illicite de main d'œuvre »,
- L8231-1 et L8234-2 relatifs au « délit de marchandage »,
- L8221-1 à L8227-7 relatifs au « travail dissimulé »,
- L8251-1 à L8256-8 relatifs à « l'emploi de salariés étrangers sans titre de travail »,
- L4741-1 à L4741-14 relatifs aux « infractions aux règles de santé et de sécurité ».

En outre, il doit faire bénéficier tout son personnel de toutes les lois sociales en vigueur ou intervenir pendant la durée du marché.

2. Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail

Conformément aux articles 2143-5 à 2143-10 du Code de la commande publique, le titulaire est tenu de transmettre tous les six mois, en avril et octobre quelle que soit la date de début de marché, les pièces prévues aux articles D.8222-5 et D.8222-7 du Code du Travail, et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché. En cas de non présentation de ces documents dans les délais impartis, une mise en demeure est envoyée au titulaire. Le titulaire est tenu de présenter les documents dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure.

Pour ce faire, l'AP-HP recourt à une plateforme sur laquelle les titulaires de l'accord-cadre devront obligatoirement se créer un compte, puis mettre en ligne et actualiser les documents demandés à la périodicité requise. Les modalités d'accès à la plateforme seront communiquées à la notification.

ARTICLE 6. FACTURATION, PAIEMENT, AVANCES

1. Facturation

Les factures ne doivent comporter aucune condition générale de vente.

Dans le but d'améliorer significativement le délai de paiement des factures, une solution de dématérialisation des factures est mise à disposition des fournisseurs de l'AP-HP (y compris ceux qui n'ont pas l'obligation de dématérialiser leurs factures depuis le 1^{er} janvier 2017).

Il est demandé au titulaire du marché d'adresser ses factures sous format dématérialisé par l'intermédiaire de la solution Chorus Portail Pro, à l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr>

Vous pouvez transmettre vos factures électroniques sur ce portail en utilisant le mode EDI, en saisissant vos données de facturation ou encore en déposant vos fichiers pdf (signés ou non signés).

Les factures doivent indiquer :

- Le numéro d'ordre de la facture ;
- nom et adresse du créancier ;
- les coordonnées complètes de son compte bancaire telles que précisées sur l'acte d'engagement ;
- les n° de SIRET ou SIREN et du registre du commerce ;
- le code APE ;
- la désignation de chaque article livré (marque, quantité) ou de la prestation ;
- le montant hors taxes par article et hors taxes avec remise (si remise proposée) ;
- le taux et le montant des taxes ;
- le montant total des fournitures livrées T.T.C. ;
- N° des bons de commande (référence à 10 chiffres commençant par 45) ou ordre de service ;
- N° des bons de livraison et leur date *le code service de l'établissement ayant passé commande (présent sur le bon de commande) ;*
- le numéro de marché ;
- les n° des bons de livraison des fournitures et leur date ou la date de réalisation de la prestation.

L'absence d'une des mentions listées ci-dessus entraînera un rejet de la facture.

Les prestations hors marché devront faire l'objet d'une facturation différente.

2. Paiement

Le paiement s'effectuera selon les règles de la Comptabilité Publique, dans les conditions prévues au chapitre 2 « prix et règlement » du Cahier des Clauses Administratives Générales.

Conformément à l'article R2192-11 du Code de la Commande Publique, le délai maximum de paiement est de cinquante (50) jours.

Ce délai court à compter de la réception de la facture après service fait.

Si ce délai est dépassé, le titulaire se voit bénéficiaire d'intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt légal appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations de refinancement les plus récentes, majoré de huit points de pourcentage, en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir.

Une indemnité pour frais de recouvrement de 40 euros sera versée systématiquement en sus des intérêts moratoires.

3. Avances

Si le titulaire a demandé, en page 2 de l'acte d'engagement, le bénéfice de l'avance forfaitaire, celle-ci sera versée, en application de l'article R2191-3 à 2191-8 du Code de la commande publique.

Le montant de l'avance sera égal à 5% du montant TTC du marché, divisé par la durée du marché exprimée en mois.

ARTICLE 7. ASSURANCES

Le titulaire doit justifier d'une assurance contractée auprès d'une compagnie agréée, garantissant sa responsabilité civile :

- pour pertes et dommages causés aux biens par des personnes dont l'assuré est civilement responsable, en vertu de l'article 1384 du Code Civil, quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes,
- pour pertes et dommages causés aux tiers du fait d'accidents ou d'incendies par ses matériels d'industries, de commerce ou d'exploitation,
- pour vol et détérioration du matériel de l'AP-HP dont il effectuera le remplacement sur la base de la valeur à neuf desdits matériels.

Le titulaire du marché est tenu d'informer les Hôpitaux Universitaires Henri Mondor de toute modification afférente à son assurance notamment la résiliation ou le changement de compagnie, ceci dans les huit jours qui suivent sa décision.

Le titulaire est responsable des agissements de son personnel.

Les agents auront une période d'essai de deux (2) mois.

Si ce dernier ne satisfait pas l'utilisateur, une récusation de l'agent sera possible.

ARTICLE 8. NANTISSEMENT

Le marché pourra faire l'objet d'un nantissement conformément aux dispositions de l'article R.2191-43 du Code de la commande publique.

ARTICLE 9. RETENUE DE GARANTIE

Le fournisseur sera dispensé du versement de la retenue de garantie.

ARTICLE 10. CONTRÔLE – SUIVI DU MARCHÉ

1. Contrôle

Les Hôpitaux Universitaires Henri Mondor se réservent le droit de contrôler à tout moment, par un de ses représentants ou une personne dûment mandatée, la bonne exécution des prestations du titulaire.

2. Suivi du marché

Toute non-conformité observée dans la prestation ou par le réceptionnaire ou autre utilisateur du service donnera lieu à l'émission d'une lettre de non-conformité éditée les Hôpitaux Universitaires Henri Mondor et communiquée au titulaire.

Le titulaire est tenu, pendant toute la durée du marché, d'y répondre sous quinzaine, en précisant les mesures correctives qu'il aura prises afin que la non-conformité ne se renouvelle plus.

La réponse doit être adressée à :

La Direction des Achats des Hôpitaux Universitaires Henri Mondor, à l'attention de
Monsieur Jean-François BESSET, Directeur des Achats, des Services Economiques, et de la Logistique
et Monsieur Antoine GALIMARD, ingénieur logistique.

Au regard du dysfonctionnement lié à la non-conformité observée, de non-réponse au courrier ou de non amélioration de la prestation, ou à l'issue des vérifications quantitatives et qualitatives, une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet, conformément aux articles 23, 24 et 25 du CCAG sera prononcée ou une mise en demeure assortie d'un délai d'exécution sera envoyée au titulaire.

Après une seconde lettre de mise en demeure, le marché sera résilié aux torts du titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnités.

3. Garantie

Les fournitures seront garanties contre les vices cachés selon les dispositions des articles 1641 à 1649 du Code Civil.

4. Insertion de prestations nouvelles

Les Hôpitaux Universitaires Henri Mondor se réservent le droit d'acquérir auprès du titulaire retenu des prestations de service nouvelles qui ne seraient pas identifiées à ce jour ; elles seront introduites au marché par voie d'avenant.

ARTICLE 11. PÉNALITÉS - RÉSILIATION

1. Pénalités

En cas de retard sur un quelconque délai, le titulaire est, sans mise en demeure préalable et à compter du premier jour calendaire de retard, redevable d'une pénalité de retard portant sur la portion de prestation restant à exécuter et calculée selon la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{1000}$$

	<i>P = Montant des pénalités</i>
	<i>V = Valeur pénalisée T.T.C.</i>
	<i>R = Nombre de jours calendaires de retard</i>

Les pénalités de retard sont plafonnées : elles ne peuvent pas excéder 10% du montant du marché.

Ces pénalités devront être constatées par le Directeur des Hôpitaux Universitaires Henri Mondor, ou par délégation, leur représentant mandaté, en l'occurrence l'ingénieur logistique ou le responsable du parc automobile.

Si la faute, le manquement et/ou le fait constaté, est précisément détaillé dans sa survenue, objectivement argumenté et justifié comme une insatisfaction manifeste, un courrier administratif explicatif sera adressé au prestataire, titulaire du marché.

Le courrier devra décrire les faits constatés, la pénalité prévue, et demander son versement au profit des Hôpitaux Universitaires Henri Mondor.

Ce courrier laissera la possibilité au titulaire de faire une réponse explicative sous un délai maximal de 15 jours francs.

Lorsque l'administration estime que les prestations ne satisfont pas aux conditions du marché, elle peut prononcer une réfaction qui consiste en une réduction sur la facture suivante.

Indépendamment des pénalités de retard, les Hôpitaux Universitaires Henri Mondor auront la faculté de pourvoir aux besoins du service aux frais et risques du fournisseur.

Par ailleurs, des pénalités cumulables entre elles pourront être appliquées dans les cas suivants :

- Non-respect des clauses du cahier des charges : 100€ HT ;
- Non-respect des obligations relatives à la production périodique des attestations fiscales et sociales (article 5) : une pénalité de 500€ HT par jour de retard ;
- Problèmes de facturation répétitifs (> 2) : 25€ HT par problème.

L'ensemble de ces pénalités sera imputé au titulaire, sous forme d'avoir, sur la facture relative à la livraison suivante.

2. Suspension des prestations

Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles : lorsque la poursuite de l'exécution du marché est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur, la suspension de tout ou partie des prestations est prononcée par l'acheteur.

Dans un délai adapté qui ne saurait dépasser quinze jours à compter de la décision de suspension des prestations, les parties conviennent des modalités de constatation des prestations exécutées et du maintien d'une partie des obligations contractuelles.

3. Résiliation

Les Hôpitaux Universitaires Henri Mondor peuvent, si le fournisseur ne remplit pas les obligations que lui imposent le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières ou le Cahier des Clauses Administratives Générales (FCS), ou s'il les remplit de façon inexacte ou incomplète, de manière à compromettre les intérêts du service, prononcer la résiliation du marché après deux mises en demeure ou une seule mise en demeure en cas de manquement particulièrement important ou dans les autres conditions prévues au CCAG / FCS.

Le titulaire est tenu de présenter ses observations dans un délai de quinze jours.

Sans réponse satisfaisante du titulaire, les Hôpitaux Universitaires Henri Mondor peuvent alors passer un marché de substitution avec d'autres fournisseurs, aux frais et risques du fournisseur défaillant, après notification à ce dernier, et ce conformément aux dispositions du chapitre VI du Cahier des Clauses Administratives Générales / FCS en vigueur à la date de publication de l'avis de mise en concurrence.

Le marché sera résilié sans indemnité, aux torts du titulaire en cas d'inexactitude des renseignements prévus aux articles 2143-5 à 2143-10 du Code de la commande publique.

Dans l'hypothèse où l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris serait amenée à mettre en place des marchés centraux pour le type de prestations concédées au titulaire, le présent marché sera résilié. Cette résiliation éventuelle ne donnera pas lieu à indemnisation du titulaire.

L 'AP-HP informera le titulaire par courrier trois mois avant la mise en œuvre du nouveau marché.

Enfin, le marché peut être résilié pour motif d'intérêt général si les prestations ne correspondent plus aux besoins ou en cas de réorganisation quelconque.

ARTICLE 12. TRANSFERT D'ACTIVITE

Le titulaire s'engage à informer le groupe hospitalier Henri Mondor Université sans délai, de tout transfert d'activité (cession de branche commerciale, fusion, absorption, etc.) de nature à affecter l'exécution du présent marché.

En cas de changement important dans la structure de l'entreprise, entraînant ou non la création d'une nouvelle personne morale, le Titulaire s'engage à en informer le groupe hospitalier Henri Mondor. Un acte modificatif sera nécessaire pour la prise en compte de la nouvelle entité.

ARTICLE 13. LITIGES

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient subvenir entre les Hôpitaux Universitaires Henri Mondor et le titulaire du marché ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentanée, des prestations à effectuer.

Les parties conviennent que le Tribunal Administratif de Paris est seul compétent en cas de litige, conformément à l'article R312 - 11 du code de justice administrative.

II. CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

ARTICLE 12 : DEFINITION DES BESOINS

Le présent marché a pour objet les prestations de maintenance préventive et curative des véhicules des Hôpitaux Universitaires Henri Mondor, sites Henri Mondor, Albert Chenevier et Emile Roux.

Le titulaire devra prendre en charge l'ensemble des véhicules des sites afférents.

La liste des véhicules de chaque site est donnée à titre indicatif et peut être modifiée en fonction de l'évolution du parc :

Sites Henri-Mondor, Albert-Chenevier, Emile-Roux (Val de Marne). Parc auto au 21/05/2024

Site	N°AP	Immatriculation	Genre	Carrosserie	Marque	Appellation commerciale	Date MEC	Energie
ACH	3460	FR-531-EK	VP	CI	PEUGEOT	EXPERT COMBI	06/07/2020	GO
ACH	2401	557 QQS 75	VP	CI	RENAULT	KANGOO Luxe Privilège - 1.5 dci	13/07/2006	GO
ACH	2341	577 PZL 75	VP	CI	RENAULT	KANGOO Privilège - 1.5DCI	01/09/2004	GO
ACH	2391	178 QLL 75	VP	CI	CITROEN	JUMPY Combi	04/01/2006	GO
ACH	5584	909 PLY 75	VP	CI	RENAULT	TWINGO	17/04/2003	ES
ACH	2348	369 PZM 75	VP	CI	RENAULT	TWINGO Expression 1.2	02/09/2004	ES
ACH	2998	FZ-530-VE	VP	CI	RENAULT	TWINGO intens	07/06/2021	ES
ACH	3491	GH-275-BW	VP	CI	RENAULT	TRAFIC	23/06/2022	GO
ACH	2197	565 NEM 75	VP	CI	CITROEN	SAXO 1,1X	24/05/2000	ES
ACH	3342	AP-057-ZN	CTTE	FOURGON	RENAULT	KANGOO EXPRESS Confort 1,5DCI 105	08/04/2010	GO
ACH	V262	800 QRQ 75	VP	CI	PEUGEOT	307	04/09/2006	ES
ACH	2558	DQ-997-AD	VP	CI	RENAULT	KANGOO	20/03/2015	ES
ACH	5603	956 PMC 75	VP	CI	RENAULT	TWINGO	25/04/2003	ES
ACH	5524	491 PLE 75	VP	CI	RENAULT	TWINGO	20/03/2003	ES
ACH	2937	FT-595-RQ	VP	CI	DACIA	DOKKER	25/11/2020	ES
ACH	5868	GP-465-QM	VP	CI	DACIA	SPRING	20/06/2023	EL
ACH	5791	GL-238-GF	VP	BREAK	DACIA	JOGGER (7 places)	22/12/2022	ES
ACH	5722	GF-766-PH	VP	CI	RENAULT	TWINGO	31/03/2022	EL
ACH	3352	BQ-266-GQ	CTTE	FOURGON	RENAULT	MAXITY	21/06/2011	GO
ACH	3510	GS-091-ZB	CTTE	FOURGON	RENAULT	KANGOO VAN (fourgon)	12/12/2023	ES

ACH	5870	GP-739-QM	VP	CI	DACIA	SPRING	20/06/2023	EL
ACH	5622	525 PWH 75	VP	CI	RENAULT	TWINGO	20/04/2004	ES
ACH	2915	FM-015-YA	VP	CI	TOYOTA	YARIS HYBRID	08/01/2020	ES
ACH	2691	EG-088-LF	VP	CI	RENAULT	KANGOO (7 places)	31/10/2016	GO
ACH	5496	826 PKS 75	VP	CI	RENAULT	TWINGO	03/03/2003	ES
ACH	5616	499 PWH 75	VP	CI	RENAULT	TWINGO	20/04/2004	ES
ACH	5867	GP-518-QM	VP	CI	DACIA	SPRING	20/06/2023	EL
ACH	2712	EQ-937-PE	VP	CI	RENAULT	ZOE Intens	19/09/2017	EL
Site	N°AP	Immatriculation	Genre	Carrosserie	Marque	Appellation commerciale	Date MEC	Energie
HMN	3476	GD-790-HK	VP	FOURGON	RENAULT	EXPRESS	02/12/2021	ES
HMN	2346	374 PZM 75	VP	CI	RENAULT	KANGOO Privilège - 1.5DCI	02/09/2004	GO
HMN	5879	GR-307-KL	VP	CI	DACIA	SPRING	26/09/2023	EL
HMN	2277	306 PEC 75	VP	CI	RENAULT	SCENIC Expression - 1.6 GPL ASTREINTE	15/07/2002	ES/GPL
HMN	2269	457 PCW 75	VP	CI	RENAULT	SCENIC Expression 1.6 - GPL	06/06/2002	ES/GPL
HMN	2297	555 PHX 75	VP	CI	RENAULT	TWINGO Expression 1.2 - GPL	11/12/2002	ES/GPL
HMN	5866	GP-573-QM	VP	CI	DACIA	SPRING	20/06/2023	EL
HMN	2932	FT-636-RQ	VP	CI	RENAULT	TWINGO	26/10/2020	ES
HMN	2544	CQ-903-XS	VP	CI	PEUGEOT	107	18/02/2013	ES
HMN	2545	CQ-956-XS	VP	CI	PEUGEOT	107	18/02/2013	ES
HMN	2993	FV-811-RB	VP	CI	PEUGEOT	208 (blanche)	08/12/2020	EL
HMN	2992	FV-558-QX	VP	CI	PEUGEOT	208 (grise)	08/12/2020	EL
HMN	5602	960 PMC 75	VP	CI	RENAULT	TWINGO	25/04/2003	ES
HMN	5723	GF-469-PH	VP	CI	RENAULT	TWINGO	31/03/2022	EL
HMN	5866	GP-573-QM	VP	CI	DACIA	SPRING	20/06/2023	EL
HMN	2931	FT-576-RQ	VP	CI	RENAULT	CLIO HYBRID	26/10/2020	EH
HMN	2989	FT-616-RQ	VP	CI	RENAULT	CLIO HYBRID	26/10/2020	EH
HMN	5879	GR-307-KL	VP	CI	DACIA	SPRING	26/09/2023	EL
HMN	5720	GF-555-PH	VP	CI	RENAULT	TWINGO	31/03/2022	EL

HMN	5721	GF-675-PH	VP	CI	RENAULT	TWINGO	31/03/2022	EL
HMN	2340	299 PYQ 75	VP	CI	CITROEN	JUMPY COMBI Confort - 2.0	20/07/2004	ES
HMN	5584	909 PLY 75	VP	CI	RENAULT	TWINGO	17/04/2003	ES
HMN	2934	FT-722-RQ	VP	CI	RENAULT	TWINGO	26/10/2020	ES
HMN	2201	859 NEQ 75	VP	CI	CITROEN	SAXO automatique	29/05/2000	ES
HMN	5424	931 PKA 75	VP	CI	RENAULT	TWINGO	31/03/2003	ES
HMN	3353	CK-484-SN	CTTE	FOURGON	CITROEN	NEMO CONFORT HDI	14/09/2012	GO
HMN	2991	FV-501-QX	VP	CI	PEUGEOT	208 (blanche 2)	08/12/2020	EL

Site	N°AP	Immatriculation	Genre	Carrosserie	Marque	Appellation commerciale	Date MEC	Energie
ERX	2244	786 PBM 75	VP	CI	CITROEN	SAXO 1.1 - Bic	25/04/2002	ES
ERX	2138	538 MHQ 75	VP	CI	PEUGEOT	306 Cashmere 1.6	26/03/1998	ES
ERX	3283	539 QSD 75	CTTE	FOURGON	RENAULT TRUCKS	MASCOTT	27/09/2006	GO
ERX	5569	188 PLV 75	VP	CI	RENAULT	TWINGO	11/04/2003	ES
ERX	5863	GP-685-QM	VP	CI	DACIA	SPRING	20/06/2023	EL
ERX	1893	497 QCG 75	VASP	AMBULANC	RENAULT	TRAFIC L1H1 - 1.9dci - 100cv	06/01/2005	GO
ERX	2457	AF-943-SA	VP	CI	RENAULT	TRAFIC 2,0DCI Expression	20/11/2009	GO
ERX	2555	CY-428-WB	VP	CI	RENAULT	KANGOO	23/09/2013	GO
ERX	1961	CW-238-GB	VASP	HANDICAP	RENAULT	MASTER FG	26/06/2013	GO
ERX	2560	DQ-498-AD	VP	CI	RENAULT	KANGOO	20/03/2015	ES
ERX	4022	FV-916-VB	VASP	AMBULANCE	FIAT	TALENTO	14/12/2020	GO
ERX	2561	DQ-351-AE	VP	CI	RENAULT	KANGOO	20/03/2015	ES
ERX	1996	EN-677-FF	VASP	HANDICAP	RENAULT	MASTER FG	13/06/2017	GO
ERX	1995	EM-798-CE	VASP	HANDICAP	RENAULT	MASTER FG	28/04/2017	GO
ERX	5595	972 PMC 75	VP	CI	RENAULT	TWINGO	25/04/2003	ES
ERX	2933	FT-715-RQ <	VP	CI	RENAULT	TWINGO	26/10/2020	ES
ERX	3464	FV-535-LX	CTTE	FOURGON	TOYOTA	PROACE	30/11/2020	GO

ERX	2562	DQ-320-AE	VP	CI	RENAULT	KANGOO	20/03/2015	ES
ERX	2711	EP-408-NE	VP	CI	RENAULT	ZOE Zen	27/07/2017	EL
ERX	3489	GG-484-TB	VP	CTTE	RENAULT	KANGOO VAN (fourgon)	06/06/2022	ES
ERX	3420	FB-533-GR	CTTE	BE / PLATEAU	PIAGGO	PORTER	24/10/2018	ES
ERX	5319	754 MJP 75	VP	CI	CITROEN	SAXO	11/05/1998	ES

ARTICLE 13 : DEFINITION DES PRESTATIONS ATTENDUES

1. La maintenance préventive :

a. Définition

La maintenance préventive consiste à intervenir sur un véhicule à intervalle régulier dans la finalité de réduire les risques de panne.

Cette maintenance doit être réalisée de façon à éliminer tout autre besoin de vérification supplémentaire entre deux interventions de maintenance préventive ou d'éviter au maximum une intervention supplémentaire : prévenir les défaillances en réduisant le nombre de pannes.

b. Modalités d'exécution

Tous les véhicules seront révisés **annuellement**.

Pour les 3 sites Henri Mondor, Albert Chenevier et Emile Roux :

Les véhicules seront déposés par des agents des Hôpitaux Universitaires Henri Mondor.

Le titulaire du marché établira en accord avec le responsable des transports des HUHMs un planning de révision annuelle des véhicules de chaque site.

Le délai de remise en service est de 24h en l'absence de problématique. Il pourra aller jusqu'à 72h00 si nécessaire.

2. La maintenance curative :

a. Définition

La maintenance curative consiste à intervenir sur un véhicule après détection d'une panne ou d'un dysfonctionnement ou après un accident : la finalité est de remettre en état de fonctionnement le véhicule.

b. Modalités d'exécution

En cas d'urgence, le ou les véhicules doivent pouvoir être récupérés dans l'immédiat.

Sans urgence, les référents transports des HUHМ prendront rendez-vous avec le garage : les délais pour les prises de rendez-vous doivent être limités.

Pour les 3 sites Henri Mondor, Albert Chenevier et Emile Roux :

Les véhicules seront déposés par des agents des Hôpitaux Universitaires Henri Mondor.

Toute intervention devra faire l'objet d'un **devis** précis qui contiendra :

- Le coût de main d'œuvre ;
- La désignation et coût des pièces détachées à changer ;
- Le montant de la TVA et montant TTC ;
- La durée d'immobilisation maximale garantie ;
- La remise consentie.

Ce devis doit être validé et signé par l'hôpital concerné : cette validation conditionne l'exécution des prestations.

Toutes ces données devront également apparaître sur la **facture**.

3. Les pièces détachées.

Pour les pièces détachées moteur : elles doivent être neuves et ne doivent pas modifier les caractéristiques de l'équipement.

Pour les pièces détachées carrosserie : elles doivent être neuves pour les véhicules récents ou de réemploi (pour les véhicules les plus anciens).

Les pièces neuves ont une durée de garantie de 12 mois.

Les pièces de réemploi : entre 6 et 12 mois selon la pièce.

4. Le prêt de matériel.

En cas de panne ou de maintenance prolongée (+ 48h00), un véhicule de remplacement doit être prévu.

ARTICLE 14 : MODALITES DE LA PRESTATION

La liste des véhicules de chaque site est donnée à titre indicatif et peut être modifiée en fonction de l'évolution du parc.

Le gestionnaire de parc des Hôpitaux Universitaires Henri Mondor assure le suivi du calendrier de maintenance préventive des véhicules, et coordonne avec les titulaires les dates de mise à disposition des véhicules.

Les maintenances curatives seront déclenchées par le gestionnaire de parc en fonction des dysfonctionnements signalés par les utilisateurs.

1. Les modalités

Chaque maintenance fera l'objet d'un devis préalable par le titulaire.

Le titulaire alertera le gestionnaire de parc pour le signalement de tout écart par rapport au devis initial. Dès lors, un accord devra être donné par le gestionnaire de parc des Hôpitaux Universitaires Henri Mondor.

La prestation de mise à disposition et de récupération des véhicules sera définie par le titulaire :

- Mise à disposition d'un véhicule par le prestataire dédié uniquement aux phases de convoyages réalisées par le gestionnaire de parc des Hôpitaux Universitaires Henri Mondor.

2. Dépannage

En cas de panne d'un véhicule du parc, le prestataire devra tout mettre en œuvre pour assurer la prestation de remorquage par ses moyens propres. Il devra aussi dépêcher un mécanicien de sa société sur les lieux de la panne afin d'effectuer un premier diagnostic, et d'effectuer la remise en état de marche sur place.

3. Véhicules de prêt

Pendant la durée d'immobilisation du véhicule en réparation chez le prestataire, ce dernier devra proposer un véhicule de prêt.

4. Durée d'immobilisation des véhicules en panne

La durée d'immobilisation des véhicules au sein du garage est un élément important dans l'appréciation du service rendu. Ainsi, le prestataire devra s'efforcer de réduire au minimum la durée d'immobilisation d'un véhicule en réparation. Un fois le devis accepté et la commande effectuée par les Hôpitaux Universitaires Henri Mondor, le garage devra apporter la preuve de la date de commande des pièces détachées.

Un indicateur de suivi des délais d'immobilisation des véhicules devra être proposé et transmis régulièrement après chaque intervention.

5. Qualification, agréments et certificats relatifs aux réparations de véhicules électriques et hybrides

Le prestataire devra disposer des qualifications Normes et Réglementations du 1er janvier 2013 :

- ISO 6469-3
- ISO protection batteries 12 405 ou 6469
-

Ou prouver son engagement dans un programme de formation visant à obtenir les qualifications ci-dessus.